

CIBLE

AGUETS

Oh ! Les beaux sondages ! Oh ! Le calme si rassurant d'une droite en capilotade ! Les socialistes abordent la rentrée parlementaire avec un optimisme que les journalistes de gauche ont plaisir à commenter. Fin de la déprime. Embellie annoncée...

En bon bourgeois, les dirigeants socialistes n'aiment pas gâcher. Et ils font tout pour que leur capital de confiance reste intact. Ou plutôt : ils font tout pour garder la confiance du Capital. Tous les compromis possibles sur les entreprises publiques, sur la fiscalité, sur les salaires, sur les emplois...

Bien sûr, il y a de bonnes initiatives qui permettent de corriger des abus. Mais le gouvernement s'en tient à un service minimum, sous les applaudissements de la presse financière américaine. Nos dirigeants auraient cependant tort de confondre socialisme et scoutisme : le vote de rejet dont ils ont bénéficié ne signifie pas qu'ils sont aimés, et les bons sondages n'effacent pas une dure vérité : un peuple qui compte quinze millions de personnes en état de plus ou moins grande pauvreté reste toujours aux aguets.

ANGLETERRE

Vive la reine !

Immigration

Reniement et progrès

p. 3

St Paul

L'apôtre des nations

p. 6/7

J'ai enterré un empereur...

Décédé le 31 juillet 1997, Sa Majesté Bao Daï a été inhumé au cimetière de Passy, après une cérémonie religieuse à Saint-Pierre-de-Chaillot, dont il était le paroissien : originaires de l'Indochine côtoyaient les vétérans et leurs drapeaux.

Sans émotion populaire, en l'absence des médias (qui savent parfois se montrer envahissants...), j'ai enterré un empereur de quatre-vingt-trois ans, déchu depuis quarante-quatre ans à la suite d'un plébiscite et qui avait longtemps régné sur l'Annam, centre d'un pays magnifique que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Viêt-Nam.

Le prince Vinh-Thuy monta sur le trône à l'âge de douze ans, sous le nom de Bao Daï, ce qui signifie « protecteur de la grandeur ».

Il fut le dernier des Nguyen ; son père Khai Dinh fut l'un des rares souverains de la dynastie (1) à mourir en fonction depuis Tu Duc, le signataire des premiers « traités inégaux ».

En ces temps où « l'ingérence » n'avait rien d'humanitaire, le colonisateur veillait à maintenir le monarque dans un rôle insignifiant ou à se débarrasser de ceux qui, ayant « grandi en âge et en

sagesse », ne supportaient plus la soumission imposée jusqu'alors ; ainsi furent remerciés Duc-Duc en 1883, Hiep Noa également en 1883, Ham Ngi en 1885, Thanh Thai en 1907, Duy Than en 1916... sans oublier les deux sorties de Bao Daï, en 1945 et en 1955.

Les proconsuls français (pour la plupart d'entre eux, à l'exception notamment du général de Lattre) se sont ingéniés à saper systématiquement les autorités traditionnelles, les mandarins d'une part (le concours de recrutement a été supprimé vers 1900), l'empereur aussi.

Le « dernier empereur » fut abreuvé de critiques et les rares articles parus dans la presse française au lendemain de sa mort s'en font l'écho, de façon parfois acide.

« Bao Daï partageait son temps entre Paris et Cannes, satisfait de s'adonner à ses passions : la guitare classique et les westerns » (*Libération*). « L'homme laisse un souvenir ambigu : bon vivant,

réformateur mais assez intelligent pour entrevoir les limites des causes qu'il peut représenter, s'accommodant des changements mais sans grande conviction [...]. Il ne paraît pas avoir le ressort nécessaire pour s'en tenir à un choix durable et en accepter les conséquences » (*Le Monde*). « Intelligent mais faible, il fut bousculé par l'Histoire ». « Successivement dénoncé comme le « porte-drapeau des Japonais » et le « pantin des Français », il finit en créature des Américains. [...] il avait rêvé d'affranchir son pays de la domination étrangère mais en lui épargnant les traumatismes d'une révolution » (*Le Figaro*).

À la décharge du défunt, reconnaissons que le contexte n'était guère facile à décrypter, même pour un ancien élève de l'École des Sciences politiques ; le « mandat du ciel » devait être une charge bien ardue à l'époque coloniale quand successivement la tutelle française, la présence japonaise, la proximité britan-

nique, la toute puissance américaine introduisent des motifs de difficultés, alors que nationalisme et communisme annoncent des perspectives paradisiaques.

L'Indochine, comme l'Algérie, exemples de colonisation ratée et de décolonisation ayant échoué ? On est tenté de l'affirmer. Notons qu'au Maroc - même si ce pays n'est pas en tout point un exemple de démocratie avancée - les structures de l'État ont été respectées par la puissance coloniale, notamment la monarchie. Il est vrai que le plus illustre des résidents généraux, le maréchal Lyautey, n'était pas un républicain agressif et acharné !

Si, en Indochine, la France avait respecté le pays et ses institutions, la transition vers l'indépendance aurait sans doute pu se faire avec moins de soubresauts.

Dans ses Mémoires (2), Bao Daï se présente à son avantage... ce qui est la loi du genre. Mais il n'était pas la potiche que certains ont voulu nous présenter, et il n'était pas non plus - selon lui - l'homme de génie que personne n'a voulu écouter. Il faudrait débrouiller tout cela ; à quand une biographie sérieuse, ni caricature, ni hagiographie, du dernier empereur ?

Bernard JAVAULT

(1) Seuls deux souverains sont dans le même cas Kien Phuoc et Dong Khan, respectivement le grand oncle (mort à douze ans après quelques mois de règne) et le grand père (mort à vingt-quatre ans, rongé de soucis après quatre ans de règne).

(2) S.M. Bao Daï - *Le dragon d'Annam* - Plon, 1980, 382 p. (prix franco : 80 F).

Reniement et progrès

Lionel Jospin a cru devoir renoncer à l'abrogation des lois « Pasqua-Debré » sur l'immigration. Les progrès que comporte l'avant-projet de loi ne sauraient suffire à compenser cette faute politique.

Le rapport de Patrick Weil (1), dont le gouvernement - tout en demeurant en retrait - s'inspire, comporte deux volets. Le premier est consacré à une mise en perspective historique du droit du sol : « Sous la monarchie, le Français se définit par rapport au royaume et au roi... Ce droit où le jus soli domine est devenu aussi le droit de la République ». Le second volet, consacré aux dispositions pratiques, est dominé par l'idée que la crise économique change radicalement la donne à partir de 1974 et conclut : « certes, la porte de l'immigration du travail non qualifié doit rester fermée ». On peut évidemment préférer accueillir des étrangers riches, instruits et bien portants, plutôt que pauvres, sans formation et malades. Mais l'énoncé de cette préférence suffit-il à résoudre le problème ?

Même avec des restrictions, les dispositions retenues par le gouvernement sont largement inspirées des deux parties du rapport Weil. Nous ne pouvons que nous féliciter du retour au droit du sol, pour lequel nous avons toujours combattu, en accord avec la tradition historique de notre pays. Demeure le problème des lois « Pasqua-Debré ». En renonçant à leur abrogation l'actuelle majorité ne trahit pas seulement une promesse élec-

torale : elle commet une faute politique. A propos des précédentes réformes des lois sur l'immigration, Patrick Weil constatait : « Toutes les modifications ont été présentées à gauche comme à droite comme une annulation de la modification précédente ». C'est peut-être ce constat qui a amené Lionel Jospin à renier son engagement, croyant introduire une certaine stabilité dans ce domaine délicat. Si la majorité avait obtenu - à supposer que cela soit possible - un minimum de consensus des partis de droite, si ces derniers s'étaient engagés à ne pas abolir les dispositions retenues lors d'un éventuel retour au pouvoir, le calcul aurait mérité d'être étudié. Mais rien de tel. Et surtout, l'esprit dans lequel les lois « Pasqua-Debré » avaient été adoptées, comme les conditions de leur application, les ont rendues iniques. Ne serait-ce que sur le plan symbolique, renoncer à leur abrogation constitue bien une faute.

Il faut cependant constater que plusieurs des dispositions proposées par le gouvernement constituent des progrès sensibles. Certes, il n'y aura pas de loi globale sur le droit d'asile. Mais, à la notion déjà existante, s'ajoutent l'asile constitutionnel pour protéger « les combattants de la liberté », ainsi que l'asile territorial pour ceux qui encou-

rent des « risques vitaux ». Par ailleurs, des titres de séjour pourront désormais être délivrés à des chercheurs, des étudiants de haut niveau, comme à des retraités bénéficiant d'une pension de vieillesse... En revanche, nous ne pouvons que regretter le maintien du certificat d'hébergement, qualifié par le ministre de l'Intérieur lui-même de : « formalité inutile ne permettant aucun contrôle ». D'autant que ledit certificat dépendra en premier ressort des maires (en cas de refus, le préfet tranchera) qui ne sont pas à l'abri de pressions locales... et dont rien ne garantit que les décisions prises seront homogènes sur le territoire national.

Nous serons donc attentifs à l'esprit dans lequel l'ensemble des dispositions prévues sera appliqué. Il sera notamment intéressant d'observer si les entreprises employant de la main-d'oeuvre clandestine (française ou étrangère), au mépris des lois sociales, seront enfin frappées (2). D'autre part, l'État, auquel échoit le pouvoir de régulation, doit se faire obéir des administrations qui sont « sur le terrain » ce qui n'est pas toujours le cas. Dans ce domaine, comme dans les autres, nous jugerons le gouvernement à l'épreuve des faits.

Alain SOLARI

(1) dont *Le Monde* du 1^{er} août 1997 a donné de larges extraits.

(2) Il faut aussi que soit abrogée la loi scandaleuse (votée en mars dernier) qui exonère de toute responsabilité les entreprises ayant recours à des sous-traitants utilisant de la main-d'oeuvre clandestine.

Remparts

Battue au printemps, la droite a cherché tout l'été comment elle pourrait se recomposer. Et elle aborde la rentrée avec un moral d'autant plus bas qu'elle est entravée par les rivalités de ses nombreux chefs : François Létard et François Bayrou à l'UDF, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy au RPR.

D'où deux tentations : celle d'un rapprochement avec le Front national, qui permettrait théoriquement d'élargir la base électorale de la droite ; celle d'une fusion de l'UDF et du RPR qui provoquerait (non moins théoriquement) un effet de masse propre à assurer la reconquête du pouvoir. Dans les deux cas, les stratèges se réfèrent au parti socialiste de François Mitterrand. Or ils commettent de grossières erreurs de perspective :

- L'union d'un parti en plein essor (le parti d'Épinay) avec une formation en déclin (le P.C. après 1968) était sans risques pour les socialistes, alors que l'alliance d'une droite affaiblie avec un Front national puissant et dynamique fait courir des risques majeurs aux formations de la droite classique.

- La fusion de l'UDF et du RPR n'est pas comparable au rassemblement socialiste d'Épinay qui s'était fait autour d'un seul chef et qui n'empêchait pas la pluralité de la gauche - représentée par les radicaux et les communistes.

Ces bévues ne font que retarder le renforcement des formations existantes autour des valeurs qui les définissent. Or le temps presse, face à la menace national-populiste.

Jacques BLANGY

royaliste
B-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : J'ai enterré un empereur - p.3 : Reniement et progrès - Remparts - p.4 : Emotions - Divorce à la française - p.5 : Impossible mission - Jean d'O. - p.6/7 : L'apôtre des nations - p.8 : Nation - Un provocateur salutaire - p.9 : Jean-Marie Domenach - p.10 : Mais lisez donc Cité I - L'exigence de grandeur - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial: Vive la reine d'Angleterre!

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Émotions

Quelle est le lien entre la parade homosexuelle qu'on appelle « gay pride », les Journées Mondiales de la Jeunesse et l'enterrement de lady Diana ? Tout analyste sensé devrait répondre qu'il n'y en a pas. Or les médias créent ce lien, en intégrant ces événements très divers dans un même spectacle : celui d'une émotion de masse, que la télévision montre sans prendre aucune distance, et sans proposer la moindre réflexion.

Bien entendu, les catholiques ou les admirateurs de la princesse Diana sont satisfaits de constater que la télévision fait écho à l'événement qui les touche, et montre des images dont ils connaissent l'exacte portée. Mais, pour les autres téléspectateurs, le spectacle médiatique brouille les significations et produit une immense confusion des valeurs, des hiérarchies, des enjeux. L'important n'est pas le message, mais l'émotion, et les gens de télévision en viennent à fusionner avec l'événement : ils sont gais avec les gays, religieux avec le Pape, aristocrates avec Diana...

C'est la mort du journalisme, qui implique un regard critique, même s'il est empreint de sympathie. C'est aussi un phénomène socialement dangereux car les médias montrent une effervescence unanimiste, en effaçant les points de vue divergents ou réactifs. Or ils existent. A trop les ignorer, à trop les refouler, on s'expose à de violents chocs en retour... qui seront eux aussi médiatisés sans la moindre retenue.

Annette DELRANCE

Divorce à la française

Une étude, restée discrète, réalisée par le C.C.A. (Centre de communication avancée), pour le 50^e anniversaire du régime de retraite des cadres, révèle combien les relations cadres-entreprises sont aujourd'hui détériorées et montre l'ampleur de leurs divergences. Un divorce à la française dans ce couple longtemps uni.

Quand on jette un coup d'oeil dans le rétroviseur du demi-siècle finissant, on distingue deux périodes de l'évolution de la position des cadres. Dans l'immédiat après-guerre la transformation des entreprises entraîne des modifications profondes de l'encadrement et de son statut, statut bétonné par les conventions collectives du travail mais aussi par celle de retraite et de prévoyance du 14 mars 1947 instaurant un système complémentaire de protection sociale, national et interprofessionnel, au seul bénéfice de l'encadrement.

Ainsi passons-nous du cadre d'autorité militaire au cadre d'autorité fonctionnelle et de compétence, avec déclinaisons par de multiples classifications.

Puis au fil des 30 glorieuses, la croissance économique, l'élévation du niveau d'études, l'expansion du tertiaire, des nouvelles technologies et des ressources humaines font naître et grandir une classe moyenne étiquetée « cadre ». Les contours de cette catégorie sociale varient selon les branches professionnelles, mais l'identification par ceux qui la composent est forte avec même un certain esprit de clan.

Le syndicalisme cadre est encore, majoritairement, mar-

qué par cette « belle époque » notamment au sein de la CGC.

Les cadres kleenex

Le contrat d'antan garantissant et récompensant la fidélité réciproque est remplacé par des contrats successifs de performance. Le plan de carrière progressif s'est changé en cycles courts au gré des restructurations. La fin de carrière dorlotée est maintenant une charge brutalement poussée vers la sortie avec, éventuellement, l'embauche au rabais d'un jeune diplômé en contrat précaire.

Dans ce tourbillon les cadres se sentent donc être de plus en plus des cadres-kleenex. Radicalement dévalorisés ils sont passés, en quelques brèves années, du rôle de codécideurs d'une stratégie à celui de figurants. D'ailleurs n'est-ce point ce terme qu'emploie l'AGIRC - organe central du régime des cadres - pour ceux ayant de bas salaires ?

Un profit

qui n'enrichit pas

Aussi rien d'étonnant à les entendre condamner l'ultra-libéralisme des « managers oscillant comme des girouettes au gré des rumeurs boursières » et « sans volonté de stratégie à long terme devant leur actionnariat... ».

Ils craignent « ...la perte de culture identitaire d'entreprise... » et « ...la généralisation de l'esprit tribal... ». Ils envisagent même « ...des formes de despotisme social... de diminution des libertés individuelles... » et regrettent en vrac « ...la primauté de l'économie sur l'humain... la compétition comme seule relation professionnelle... l'anonymat d'une culture planétaire... le sacrifice d'une vie privée à une course au profit qui n'enrichit pas... ».

Angoisse et désillusion ? Certes, mais espérance et volonté d'un « nouveau contrat social » tenant compte des valeurs essentielles et des aspirations nouvelles. Ces cadres interrogés n'ignorent pas les exigences d'une économie de marché ouvert mais ils la remettent à sa juste place, hors dogmatisme, et rappellent qu'elle doit être à finalité humaine. Ils posent une « équation globale de vie » dans laquelle vie professionnelle et civile s'équilibrent.

Une équation que partenaires sociaux et pouvoirs publics se doivent de résoudre sans plus tarder.

Jean-Baptiste DELLATANA

Pour nous aider :

Adhérez à la N.A.R. !

Mission impossible

Le pourrissement de la situation en Israël est un défi lancé aux États-Unis que ni Madame Albright ni Bill Clinton ne sont à même de relever.

Les attentats suicides ont fait passer la sécurité avant la recherche de la paix. Les émissaires américains, Dennis Ross puis Madeleine Albright, le secrétaire d'État, elle-même, ont déclaré qu'ils se consacraient d'abord à la lutte contre le terrorisme avant d'envisager la reprise de l'application des accords d'Oslo. Bibi Nétanyahou, le Premier ministre israélien, ne peut que se féliciter de l'attitude américaine à son égard. Il aura obligé chacun à jouer sur son propre terrain, là où, croit-il, il est en position de force.

Si il a réussi cela, ce n'est pas tant parce que la « petite fille de Munich » (1) se souvient de ses racines pragoises, ni parce que le vote juif continue d'être capital dans les élections américaines, mais c'est pour deux raisons objectives qui expliquent la présente situation. La première est qu'il n'est pratiquement plus crédible de mettre en cause des États terroristes. L'Iran, la Syrie, le Liban, l'internationale islamiste, sont de moins en moins impliqués. Le risque de guerre ouverte n'est pas actuel au Proche-Orient. Il n'y a pas présentement de possibilité de transfert du conflit vers l'extérieur.

A paraître début octobre

Le royalisme, Histoire et actualité

par Bertrand Renouvin

330 pages, prix franco 115 F

Hamas, il fut un temps où elles auraient dû s'incliner. Aujourd'hui Arafat n'a pas plus envie qu'hier de se laisser déborder, mais il croit toujours pouvoir s'en sortir, grâce à la communauté internationale ou à Mubarak ou à d'autres, alors que ceux-ci n'en peuvent mais. Il croit toujours être le plus manœuvrier, le plus roublard, il compose donc, il embrasse Aziz Rantissi du Hamas. L'un et l'autre n'en pensent pas moins et cela finit par lui exploser en pleine figure.

On regrettera Arafat, on attendait sans doute de lui l'impossible (plus que de la mission de Mme Albright). Ce sera pire sans lui, M. Nétanyahou n'y gagnera rien. Mais il n'y a pas d'alternative.

Yves LA MARCK

(1) Rappelons que Madeleine Albright est née en Tchécoslovaquie et que les accords de Munich en 1938 ont permis le dépeçage de son pays natal (cf. dans *Royaliste* n° 680 du 10 février 1997, l'article « La petite fille au tambour »).

(2) Après le démantèlement de l'Empire ottoman, l'émir Fayçal, fils du chérif de La Mecque, qui avait commandé la révolte arabe contre les Turcs, réussit à se faire proclamer roi d'une « Grande Syrie » qui devait englober Syrie, Liban, Palestine et Jordanie. Il dut renoncer en 1920 en raison de l'opposition de la France. Il devint ensuite en 1921 roi d'Irak sous le nom de Fayçal I^{er}.

Jean d'O.

Dans le torrent de pathétique niais, de voyeurisme compassionnel et d'émotivité préfabriquée qui a suivi la mort de la princesse Diana, un seul cri du coeur, un vrai : celui de Jean d'Ormesson, au lendemain du drame (1).

Un texte court, dense, intelligent, qui annonce les réflexions plus distanciées qui seront publiées quelques jours plus tard. Diana Spencer est morte comme Marilyn Monroe, comme Jackie Kennedy, comme James Dean : modernité de cette tragédie qui frappe des quasi-divinités jeunes, riches, et belles...

Puis ce regard porté sur les êtres. « A quelques heures de distance, la faux est tombée sur des femmes algériennes dont nul ne connaît le nom et sur une princesse d'Angleterre. Je pense aux unes, anonymes à jamais, et à l'autre, dont le visage ravissant a hanté tant de rêves, avec la même compassion. La mort unit soudain ce que la vie et ses jeux avaient si longtemps séparé. Et, pour les misérables comme pour les puissants, la pitié l'accompagne ».

Nous aurions aimé publier cet article. Nous ne saurions le commenter car il nous entraînerait au-delà du domaine qui est le nôtre. A chacun de le méditer. Nous nous permettrons simplement d'observer que pas une diva féministe larmoyant dans la presse de gauche n'a songé à réunir la princesse anglaise et les femmes d'Algérie dans un même souci de l'être.

Sylvie FERNOY

(1) *Le Figaro* du 1^{er} septembre. Le massacre évoqué est celui perpétré à Raïs, près d'Alger.

Cofondateur de notre journal, Gérard Leclerc est un observateur attentif de la vie religieuse et un catholique

engagé dans les grandes controverses qui agitent actuellement l'Église et auxquelles il a consacré plusieurs ouvrages. Nourri de théologie depuis l'adolescence, muni de solides connaissances exégétiques, il fait retour sur les origines du christianisme en publiant un *Saint Paul* que nous lui avons demandé de présenter.

Paul de Tarse

L'apôtre des nations

■ **Royaliste** : Tu as écrit ce livre en très peu de temps...

Gérard Leclerc : En effet. Mais je lis saint Paul depuis mon enfance, et j'ai fait des études d'exégèse. C'est à partir de ces connaissances premières que j'ai lu les travaux récents, notamment le livre de l'exégète allemand Jürgen Becker et celui d'une historienne, Marie-Françoise Baslez, qui a publié un *Saint Paul* chez Fayard. Mais ce sont les textes mêmes qui m'ont servi de point de départ : essentiellement les Actes des Apôtres qui pour une grosse moitié concernent la vie de Paul, du moins jusqu'à sa captivité car après celle-ci les renseignements sont lacunaires. Et puis, bien sûr, j'ai utilisé les épîtres de Paul et je me suis replongé dans le monde complexe de l'exégèse.

■ **Royaliste** : A quoi tient cette complexité ?

Gérard Leclerc : Il ne faut surtout pas croire que la science de l'exégèse progresse régulièrement sur la voie de la certitude. Cette vision naïve est bonne pour Jacques Duquesne ! L'histoire de l'exégèse est riche de batailles entre savants, et ses progrès se font par grandes révolutions. Par exemple Bultmann (protestant allemand très inspiré par Heidegger) qui était très à la mode dans les années vingt et qui était le promoteur de la démythologisation, n'a pres-

que plus de valeur sur le plan historique.

■ **Royaliste** : Sur quelles questions les exégètes s'opposent-ils ?

Gérard Leclerc : Sur les épîtres qu'il convient d'attribuer à Paul lui-même, ou bien à ses disciples. Par exemple, Jürgen Becker pense que les épîtres aux Éphésiens et aux Colossiens sont d'un disciple. De même les épîtres pastorales, notamment celles envoyées à Tite et à Timothée qui sont des disciples de Paul, n'ont pas été écrites par Paul lui-même - du moins selon certains savants. Pour ma part, je pense que tout le corpus paulinien est de Paul mais l'apôtre dictait à des secrétaires : parfois la dictée est complètement fidèle, parfois elle l'est moins.

■ **Royaliste** : Venons-en au personnage.

Gérard Leclerc : C'est un homme étonnant et incontestablement un des génies de l'humanité. Il est significatif que Paul ait fasciné tous les grands adversaires du christianisme au XIX^e siècle : ils sont tous persuadés que ce n'est pas le Christ qui a fondé le christianisme, mais son apôtre.

Paul est un juif qui est né dans la diaspora : il est né à Tarse, dans la province romaine d'Asie dont la capitale était Éphèse - deux villes qui font partie de l'actuelle Turquie. Tarse était marquée par la culture grecque, et bien sûr par l'ordre juridique

romain, mais il y avait aussi un foisonnement de cultes importés de diverses régions d'Asie et qu'on caractérise comme des religions à mystère. C'est pourquoi on a beaucoup dit au XIX^e siècle que le christianisme était une religion à mystère inventée par Paul de Tarse.

■ **Royaliste** : Comment caractériser ces religions ?

Gérard Leclerc : Ce sont des religions de la vie, de la fécondité, dont les rites étaient censés assurer un salut à l'homme qui les pratiquait. D'où le rapprochement qu'on a fait avec le christianisme. En fait, Paul se méfiait de ces religions, parce qu'il était un juif pieux, un pharisien de stricte observance. Nous avons du pharisaïsme une vision très négative, alors que le cas de Paul montre les grandes qualités que pouvaient avoir les hommes de cette secte (le mot n'est pas péjoratif) : il s'agissait de juifs très pieux, de savants formés très tôt à l'étude de la Thora. Paul faisait partie de ces étudiants et Marie-Françoise Baslez montre qu'il est venu à Jérusalem pour parfaire sa formation.

Tels sont les divers éléments qui permettent de comprendre Paul : c'est un homme qui connaît le paganisme mais qui lui est opposé parce qu'il a la foi, parce qu'il étudie la Thora. Le judaïsme est en tant que tel refus du paganisme, qui est une théologie fusionnelle, un regard sur un monde

enchanté - alors que le judaïsme et le christianisme, comme l'a montré Marcel Gauthier, sont des religions qui désenchangent le monde. Le Dieu de la Bible n'est pas le Dieu de la nature et du cosmos comme les divinités panthéistes : c'est un dieu transcendant, qui a des rapports personnels - de personne à personne - avec les hommes. Vous savez que l'Alliance entre Dieu et les hommes est le thème majeur de la Bible. Paul est pénétré de cette foi en ce dieu transcendant et personnel.

■ **Royaliste** : Mais ce juif pieux est anti-chrétien...

Gérard Leclerc : Pour bien comprendre, il faut se souvenir que les premiers chrétiens ne rompent pas avec le Temple,

ils continuent à s'y rendre tous les jours, et ils continuent de respecter à la lettre les préceptes de la loi juive comme nous le lisons dans les Actes des Apôtres.

Paul apparaît dans l'histoire du christianisme lors de la lapidation d'Étienne et les textes nous disent qu'il gardait les vêtements des meurtriers. Puis il se rend à Damas pour arrêter les chrétiens, car il est très hostile à ces juifs hellénisants qui, comme Étienne, sont en train de créer la pagaille dans les synagogues. Et c'est sur le chemin de Damas que se produit l'événement qui a fasciné Nietzsche, Renan, Comte, Freud.

■ **Royaliste** : Comment expliquer cet événement ?

Gérard Leclerc : Nietzsche explique que Paul ne supportait plus la loi juive, et qu'il a inventé le christianisme pour s'en débarrasser. L'explication est séduisante, mais on ne peut négliger le propre témoignage de Paul. A le lire, on s'aperçoit que le problème de la Loi est tout à fait secondaire. Ce qu'il y a d'essentiel, c'est le passage du dieu monothéisme au dieu trinitaire du christianisme. C'est là que s'opère la véritable révolution. Le chemin de Damas, c'est la rencontre avec le Christ ressuscité, c'est le moment où Paul entrevoit le mystère de la Trinité. Tel est le sens de la conversion de Paul. Le reste n'est que conséquences.

■ **Royaliste** : Parmi les conséquences de cette conversion, y a-t-il un retournement de Paul contre son judaïsme ?

Gérard Leclerc : C'est ce que dit Georges Steiner dans un livre passionnant : Paul serait l'exemple du juif retourné, qui aurait pris en haine sa culture et sa religion originelle. Mon désaccord avec Steiner est total : malgré les propos très durs de Paul contre une certaine conception de la loi, jamais au grand jamais Paul ne s'est retourné contre son judaïsme. Bien au contraire, le christianisme est aux yeux de Paul l'accomplissement de la loi, c'est l'accomplissement des promesses messianiques.

Mais il y a chez lui une autre

façon de concevoir le judaïsme, qui conduit à une complète universalisation de la Promesse : la Bonne nouvelle doit être annoncée partout et à tous les hommes, et c'est à cette tâche que Paul va se consacrer. C'est pour cela qu'on l'appelle l'apôtre des nations. Or cette tâche implique effectivement un arrachement au judaïsme dans la mesure où Paul refuse que l'on impose aux nouveaux baptisés les prescriptions rituelles du judaïsme. Mais refuser le particularisme juif, ce n'est pas trahir, c'est accomplir.

Telle est l'attitude de Paul, qui a provoqué des débats entre les premiers chrétiens : l'apôtre Jacques est partisan du respect de la loi juive, alors que Pierre est plutôt de l'avis de Paul. Et c'est pour discuter de cette question que se réunit à Jérusalem le premier concile : Jacques finit par accepter le point de vue de Paul, à condition que les juifs chrétiens puissent continuer à respecter les rites prescrits par le judaïsme.

Après ce concile, qui n'épuisera pas le débat, Paul part accomplir sa mission d'évangélisation, à Éphèse, à Corinthe - et à Athènes où cet hellénisant, qui lisait la Bible en grec, se heurte à l'incompréhension des philosophes lorsqu'il leur parle de la Résurrection. La rencontre de l'hellénisme et du christianisme se fera plus tard, lorsque les Pères de l'Église utiliseront cet incomparable instrument intellectuel qu'est la pensée grecque. Mais la religion antique ne sera plus alors qu'un souvenir.

■ **Royaliste** : Quelles sont les principales caractéristiques de la théologie paulinienne ?

Gérard Leclerc : Il y a d'abord toute la théologie trinitaire : Paul ne parle jamais du Christ sans parler du Père, et l'Esprit éclaire Paul intérieurement : c'est par l'Esprit que l'apôtre voit le Christ et qu'il entre dans les profondeurs de la connaissance de Dieu. La Trinité n'est pas énoncée comme dans un traité de métaphysique, elle est présente comme la vie même - vie en Dieu et avec Dieu.

J'ai également souligné l'aspect cosmique de la pensée

paulinienne, telle qu'il l'exprime dans ses épîtres aux Éphésiens et aux Colossiens : le monde a été créé dans le Verbe et par le Verbe, et toute la création est revêtue de la signature christique. Le Christ n'est pas seulement venu pour racheter les péchés du monde mais parce qu'il était originellement destiné à être le maître de la création. Et le Christ était voué à être un homme parce que l'homme est le sommet de la création : la Genèse nous dit que l'homme est créé à l'image et à la ressemblance de Dieu, l'homme a un visage. Il fallait donc que le Christ soit présent dans la création, pour que Dieu ait un visage d'homme. Dieu se manifeste par son visage - par son visage de ressuscité. Toute la théologie de Paul procède de cette pensée première.

■ **Royaliste** : Tu étudies aussi l'anthropologie paulinienne...

Gérard Leclerc : On croit que le christianisme est attaché à une distinction exclusive de l'âme et du corps, alors qu'on trouve chez Paul le principe de la distinction tripartite qui a été étudiée par le père de Lubac : l'homme est son corps, l'âme est animation (au sens premier) et raison, mais l'homme est aussi esprit. L'esprit, c'est ce qui nous donne notre ouverture ontologique à Dieu : l'esprit, c'est ce qui permet de respirer au-delà de la dialectique, et de reconnaître l'homme en dépit de tout ce qui l'amoindrit, de tout ce qui pourrait, du moins aux yeux de certains, l'exclure de l'humanité : chez un handicapé mental, il n'y a peut-être pas la dialectique, mais il y a l'esprit - l'esprit qui permet à tout homme de s'ouvrir à Dieu.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Gérard Leclerc

Saint Paul

prix franco : 110 F

Nation

Un provocateur salutaire

La nation, dans la conception française, c'est une histoire et un droit. Mais aussi des mots, des images, des sentiments que nous avons en commun. Tout cela est connu, vécu, mais reste insuffisant. On oublie presque toujours qu'une nation est faite d'objets et de réseaux techniques.

Par exemple, « l'hirondelle-facteur », proposée par le catalogue de la manufacture de Saint-Étienne pour 10 francs par mois, a joué un rôle majeur car, comme son nom l'indique, elle permettait au facteur de parcourir le territoire. Le réseau des canaux, celui des chemins de fer, les salles de cinémas, constituent des chaînes techniques qui ne sont pas moins vitales. Aujourd'hui, certaines se constituent et se développent à une telle vitesse (Internet, autrement dit la Toile) que notre relation au temps et à l'espace est ou risque d'être bouleversée.

Dirigés par Régis Debray, les *Cahiers de médiologie* (1) consacrent leur troisième numéro à l'analyse des rapports entre les anciennes nations et les nouveaux réseaux. L'ensemble est neuf, et passionnant. Il donne envie de lire les précédentes livraisons (la première sur la querelle du spectacle, la deuxième sur la route) d'une revue qui exprime les espoirs d'une jeune science.

Y.L.

(1) *Les Cahiers de Médiologie*, n° 3, premier semestre 1997. Editions Gallimard. Prix franco : 80 F.

François Furet est mort le 12 juillet dernier. Négligeant l'immortalité promise par sa réception prochaine à l'Académie, ce raccourci l'amène en un lieu d'où s'éclaire peut-être les énigmes d'une histoire qu'il a tout fait pour rendre à la vie.

Enigmes et mystères. A l'encontre de ses propres méthodes technoscientifiques dictées par la vision marxiste-léniniste dominante, Furet a opéré à l'âge de cinquante ans un formidable renversement de point de vue : dans son *Penser la Révolution française* (1), ce livre dérangeant, inspiré, l'histoire des idées et des hommes reprenait le pas sur l'expertise comptable, rendant aux situations humaines leur nouveauté révélatrice, leur tremblé, la part d'inattendu et de paradoxe qui sont autant de questions en réponse aux interrogations de l'observateur présent.

On peut être infiniment redevable à François Furet d'avoir libéré le spectre national de notre Révolution du ressassement dogmatique ou de la narration édulcorante où on l'avait enfermé ; des générations d'historiens ont vécu frileusement en garde contre l'histoire, au point de s'équiper d'une méthodologie qui interdisait toute aventure au passé. Le courage est souvent contradictoire : François Furet, parce que son expérience personnelle l'avait exposé aux blessures et qu'il avait vécu l'écroulement des idoles consolatrices, renonça à sauver le sens pour laisser s'épanouir la symphonie des

signifiants. Comme Georges Duby et parti du même pas, mais dans une cohérence plus explicite, Furet a fait de son désillusionnement un travail d'« atelier », une pédagogie de l'élucidation où chacun a pu venir prendre exemple au point d'y renouveler en vingt ans tout l'esprit de la recherche historique.

En chemin, il nous avait rendu Tocqueville et sa belle liberté d'observation, tiré du purgatoire Augustin Cochin, et par une critique de l'historiographie de la Révolution, restitué à l'événement de 1789, ses dimensions surprenantes et paradoxales. Ecartant les poncifs quant au pouvoir royal stagnant, réactionnaire, archaïque, il est remonté à l'élan modernisateur et au dynamisme économique d'un règne dont l'image pâtissait d'erreurs anciennes. Trop liée à une aristocratie incarnée par la cour, cette « vitrine de parasitisme social », incapable de libérer la société de sa « pathologie de la différence » et de ses exclusives faute d'une révolution monarchique spectaculaire, la royauté sombrera sous les coups d'une « fraternité » dont le premier avatar sanglant et autoritaire présage les totalitarismes du XX^e siècle (2).

La sensibilité de l'historien, son « intelligence des illu-

sions héroïques, des certitudes vaines, de la corruption idéologique des âmes ordinaires » comme l'écrit si justement Ran Halévi (3), ne pouvait manquer de lui dicter d'étendre son étude à l'ensemble des « passions révolutionnaires ». Ce fut l'objet de son avant-dernier ouvrage, *Le passé d'une illusion* (4). Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle, qui constitue sans doute la plus achevée des élucidations quant aux aliénations idéologiques de notre temps. Gérard Leclerc l'a dit : Furet témoigne ici particulièrement, et sa propre expérience l'atteste, du mystère qui a fait que l'intelligentsia occidentale s'est aveuglée sur la parenté profonde des totalitarismes communiste et nazi.

Par ce bilan de l'héritage révolutionnaire - à compléter par celui de l'impérialisme mercantile comme ultime enfermement totalitaire - Furet ose un examen de conscience de la modernité comme entité spirituelle. L'élégance et la profondeur de sa pensée, qui nous l'ont fait aimer, nous inciteront à puiser encore et à nouveau aux sources de son oeuvre.

Luc de GOUSTINE

(1) *Penser la Révolution française* - Gallimard, 1978 - réédité dans la collection Folio-Histoire (prix franco : 47 F).

(2) Voir l'entretien avec François Furet dans la revue *Cité* n° 21 (prix franco : 35 F).

(3) Ran Halévi dans *Le Monde* du 16 juillet 1997.

(4) *Le passé d'une illusion* - Lafont/Calmann, 1995 - prix franco : 170 F. Voir l'article que Gérard Leclerc a consacré à ce livre dans *Royaliste* n° 638 du 6 mars 1995.

Jean-Marie Domenach

La mort de Jean-Marie Domenach au seuil de l'été a frappé tous ceux qui savaient le rôle de l'ancien directeur d'*Esprit* dans la vie intellectuelle depuis la Libération. Pour ceux qui, comme nous ici, ont eu la chance de le connaître personnellement, c'est un interlocuteur amical et chaleureux qui manquera désormais. Domenach était d'abord un homme libre, libre de ses jugements et de ses engagements, capable de se remettre en cause, non sans une fidélité vivante aux valeurs qui expliquent toute sa vie militante. Celle-ci s'enracine tout entière dans la Résistance dont il fut le combattant enthousiaste, même si la morsure du tragique l'avait déjà atteint en la personne de son ami Gilbert Dru, assassiné par la Gestapo en juillet 1944.

Dans son dernier livre (1), paru peu avant sa mort, il se ressourçait à sa vocation première : « J'ai écrit naguère qu'une victoire suffit à une vie. J'ai eu tort car ce que nous voulions allait bien au-delà d'une victoire : c'était le changement, la liberté, la culture pour tous, et le bonheur - bref, ce que nous appelions Révolution. Beaucoup de mes amis sont morts pour ça, et leur souvenir reste en moi, non pas comme un reproche, mais comme une source intarissable d'espérance ». Ailleurs, il note qu'il n'est plus possible, « heureusement », de se battre pour la Révolution, mais non sans avoir gardé la fraîcheur de l'espoir.

Était-il vrai, comme l'affirme Jacques Julliard, d'ailleurs sans s'en indigner, que Domenach était devenu « conservateur » en politique ? Je ne saurais le dire. Il est certain que la gauche l'avait déçu et qu'il ne supportait pas une certaine dérive morale généralisée. Pour autant, il n'était nullement résolu à se réfugier dans les idées simples et réductrices. Chez lui, jusqu'au bout, le goût des antithèses est flagrant, au point de laisser souvent la synthèse en pointillé. En reprenant un de ses livres les plus forts, *Le retour du tragique* (2), je comprends pourquoi. Méditant sur l'échec du marxisme, qui l'atteint lui aussi, un peu quand même, il a compris ce qui ne marchait pas dans les systèmes intellectuels : « Dans cette pensée totalisante, réfractaire à l'objection, à l'autocritique et même au questionnement, solidifiée comme une banquise, j'aperçois l'un des symptômes les plus nets du nihilisme contemporain. Trop de gens prennent des systèmes comme on prend des tranquillisants. J'appartiens à un groupe qui se fait une autre idée de l'existence de l'esprit, qui le voit responsable et combattant, toujours exposé aux objections qu'on lui fait et que la vie lui fait, enraciné dans des fraternités simples, lié à la peine et à l'espoir des hommes, et visant au-delà des formulations réussies, le pain, le salut, la face humaine ».

Telle est la continuité du combattant et du penseur, en dépit de la liberté des compagnonnages, des engouements intellectuels et d'une curiosité jamais au repos. Mais cette diversité était celle du réel et de l'histoire concrète. Après la Résistance et une certaine idée de la Révolution il y eut les combats de la décolonisation où il prit garde que la liberté de l'autre ne se retourne pas contre la France. On pourrait aussi

discerner des lignes contradictoires dans la revue qu'il dirige. L'une proche des hauts fonctionnaires, amis d'*Esprit*, penche vers une technocratie humaniste, l'autre dans l'admiration d'Ivan Illich défie la société industrielle en récitant son prométhéisme. Dans le domaine religieux, on pourrait discerner d'autres contradictions. Tout en favorisant un certain progressisme, *Esprit* se méfie d'un teillardisme trop systématique et manifeste des perplexités là où d'autres voient des évolutions inéluctables.

Dans son dernier livre, de mêmes contradictions sont à l'oeuvre. Que faut-il, par exemple, comprendre quand Domenach écrit : « Le choix a cessé d'être entre la gauche et la droite, il est entre la régression et la réforme, puisqu'il n'y a plus - et tant mieux ! - d'espoir en la révolution. Que l'on rejoue les années 1930, que l'affrontement se situe de nouveau entre une droite qui hurle « La France aux Français ! » et une gauche qui promet à tous la garantie de l'État et la subvention illimitée, voilà l'image de notre possible déchéance ». Est-ce à dire que l'ancien révolutionnaire était désormais acquis au libéralisme pur et dur ? Je n'en crois rien, d'autant que tout le livre témoigne pour une France fidèle à ce qu'elle doit être à jamais pour un disciple

de Charles Péguy. Et j'ajouterais presque : de Maurice Barrès... Domenach n'a jamais caché son admiration pour l'auteur de *La colline inspirée* et il y eut toujours chez lui un amour charnel de la patrie lié au culte de « l'âme de la France ». Et il est singulièrement significatif que ce livre testament concerne justement la France.

Professeur à Polytechnique après avoir transmis le flambeau qu'il avait reçu d'Albert Béguin, à Paul Thibaud, il s'inquiète de polytechniciens si ignorants de leur pays : « Ils connaissent New-York, Londres et Berlin, mais la majorité d'entre eux n'avaient jamais vu la cathédrale de Chartres, ce Parthéon de la France qui n'était pourtant qu'à une soixantaine de kilomètres de leur école. Je décidai donc de faire ce qu'on faisait jadis à l'école primaire : enseigner la France ». C'est qu'il y

croit toujours, au passé, au présent et au futur, non comme une nostalgie mais comme une vocation, non comme quelque chose de tout fait mais comme un projet toujours en marche. Ce n'est pas forcément commode, car il n'imagine pas que son pays échappe aux antinomies du savoir et de l'histoire qu'il soulignait dans *Le retour du tragique*. « En suivant l'itinéraire du Tragique, nous avons pris mesure de la déception de l'esprit confronté à ses créations, cherchant à intégrer l'échec de l'homme, toujours repoussé et toujours rebondissant ».

La déception, Domenach a pu la connaître à plusieurs reprises. Elle est à l'origine de sa vie politique, avec la défaite de 1940 qu'il n'oubliera jamais. Elle se manifeste à nouveau avec l'échec de la révolution au lendemain de la Libération. Il la retrouve lors de sa rupture avec la gauche et peut-être plus encore à cause d'un certain isolement moral, lorsqu'il eut le sentiment de ramer à contre courant, désigné comme réactionnaire, lui qui avait été l'un des prototypes de l'intellectuel de gauche. Mais il avait toujours le sentiment d'être dans la logique de son engagement premier, selon la dialectique tragique de l'Histoire.

Les désillusions de l'existence, la confrontation aux rugosités du réel n'ont jamais fait du Résistant un désabusé, pas plus que l'amertume n'a fait du militant un résigné et du croyant un nihiliste. Il faut saluer en cet intellectuel la victoire de ce qui dure contre ce qui fait semblant de briller comme nouveauté trompeuse et vaine.

(1) Jean-Marie Domenach - « Regarder la France, Essai sur le malaise français » - Perrin - prix franco : 118 F.

(2) *Le retour du tragique* - Seuil, 1967 - réédité dans la collection Points Essais - prix franco : 70 F.

par Gérard Leclerc



Mais lisez-donc « Cité » !

Pour comprendre l'illusoire puissance des médias, pour saisir l'idéologie médiatique en son déclin, il est urgent de se plonger dans le dernier numéro de la revue *Cité*.

Reprise en mains par une nouvelle équipe d'étudiants et d'étudiantes, la revue *Cité* est fidèle à l'esprit de ses pères fondateurs. Les abonnés de la première heure ont sans doute trouvé que le ton avait changé, et des points de vue inédits se manifestaient, mais l'intention de la revue est demeurée identique à la vocation première : éclairer l'actualité par une réflexion approfondie, renouveler les perspectives, ouvrir des débats avec d'authentiques chercheurs - qu'ils soient connus ou méconnus.

Le numéro sur la « démocratie médiatique » (1) satisfait à ces exigences et présente en outre l'avantage d'offrir une immédiate compréhension des grands événements médiatiques de l'été : « quand la masse intègre l'information, la foule s'enflamme, quand la masse absorbe le média, la foule le répercute sous forme d'émotions », écrit Alexandre Renaud dans l'article qu'il consacre à la civilisation du spectacle. C'est dire la complexité de la relation que nous entretenons avec la chose médiatique, et l'étrangeté du pouvoir qu'elle est censée exercer sur nous.

Du pouvoir, les médias en ont, mais on ne saurait les créditer de la toute-puissance comme le montre Alexandre Massonnet, qui rappelle, par

exemple, que la dénonciation du Front national par les médias n'a pas empêché la rapide progression de l'organisation national-populiste... Mais ces médias ne sont pas une entité quasi-divine, ni une machine logique. Véronique Hallereau se penche sur les splendeurs et les misères des journalistes, souligne la diversité de leurs rôles et la difficulté de ces observateurs professionnels qui sont aussi des acteurs politiques et sociaux soumis à des injonctions contradictoires et piégés par le manque de temps.

Lucien Sfez est l'invité de ce numéro de la revue, tout naturellement puisque les travaux de ce chercheur qui nous est familier ont puissamment contribué à faire comprendre l'idéologie de la communication, qui est en train d'agoniser tandis que se développe une idéologie de la santé physique dont nous commençons à ressentir les effets ravageurs.

D'autres réflexions et d'autres chroniques complètent ce numéro. Sa qualité rend optimiste pour ceux qui sont déjà en préparation. Il est permis de soutenir *Cité* par pure sympathie mais on découvre très vite la nécessité de lire cette revue heureusement rajeunie.

Yvan AUMONT

(1) Cité no 30 - prix franco : 40 F - Abonnement pour 4 numéros : 140 F.

L'exigence de la grandeur

Pour l'amateur de « polars » les sources d'adoration américaines ne manquent pas. Il a intégré son américanisme comme une part de lui-même. Il est, par sa passion, biculturel. Si, toutefois, agacé par cet américanisme sincère, vous l'interrogez : « Et la France ? », une réponse, spontanée, immédiate, fusera : « Jean-Pierre Melville ! ».

Dans la galaxie du cinéma, Jean-Pierre Melville est un cas et un exemple. Un solitaire. Le plus américain des cinéastes hexagonaux par son efficacité, son art du mouvement, son goût des scènes nocturnes - marque du polar hollywoodien, même si cet art des séquences nocturnes est un don du cinéma allemand des années vingt, un cinéma avorté en 1933, dont Hollywood recueillit et favorisa les orphelins -, tout en demeurant un créateur très français par son goût du style, son élégance et un sens et une défense de l'honneur très nationale dans la perception que nous accordons à ces mots. Melville ce serait l'art de l'épure cinématographique réussie. Chez Bresson l'épure fonctionne sur un plan visuel, mais elle ne cadre pas toujours avec le dialogue. Melville parvient à cette concordance : dans un plan, image et son tiennent un langage commun.

Pour beaucoup, y compris l'amateur de polars, Melville est le créateur français qui a le mieux compris ce qu'il y a d'Universel dans le cinéma « noir ». C'est exact. Mais c'est aussi réduire un peu vite Melville et s'en débarrasser dans un genre connu. C'est oublier que le deuxième thème récurrent de l'oeuvre melvil-

lienne fut la Résistance qu'il vécut de l'intérieur. Certains ont reproché à Melville d'avoir filmé ses résistants comme il filmait ses truands ! Pourquoi pas l'attaque inverse : avoir montré ses truands comme il filmait ses Résistants ?... Ce qui intéressait Melville c'est la tragédie, ce qu'il y a de grand dans la tragédie humaine. Jusqu'où la tragédie peut rendre un homme grand, le mettre non pas face aux autres, mais le confronter à lui-même. Deviennent grands alors, Gerbier, le Résistant fatigué, ET Gu, le truand traqué. La tragédie qu'est leur vie à un moment donné les rend différents ; parce que leurs actes qu'ils choisissent volontairement dans un contexte qui leur est imposé, comportent un élément d'adhésion à l'honneur tel qu'il est universellement perçu.

Melville était misanthrope. Mais un misanthrope humaniste. Il avait un trop grand respect pour l'homme individuellement pour accepter que la réalité n'altère cette illusion assumée. C'est pourquoi, même s'il est imparfait en tant qu'homme, le héros melvilien est si proche de nous.

Bruno DIAZ

Rui Nogueira - Le cinéma selon Jean-Pierre Melville - Petite bibliothèque des Cahiers du Cinéma, 1996 - prix franco : 85 F.

Quelle Europe pour demain ?

A Angers, les 11 et 12 octobre prochains, première session nationale du 2^e cycle de politique appliquée.

L'Europe est, et devrait être davantage encore, au coeur du débat politique actuel. Avec l'arrivée promise, pour dans deux ans, de la monnaie unique, la préoccupation européenne est au centre des réflexions politiques comme des actes gouvernementaux en raison des conséquences que le choix de l'Euro fait peser sur la politique économique et sociale des gouvernements successifs. Non seulement ce choix mais aussi les craintes ou les espérances qui lui sont liées divisent l'opinion tout en traversant les partis. Aussi est-il temps, dans le cadre du deuxième cycle de formation appliquée qui s'ouvre en octobre, de faire le point sur ce qu'on appelle l'Europe, cette vieille idée polymorphe qui depuis tant de générations, et même de siècles, ressurgit à intervalle régulier de la besace des idéologues et des politiciens.

L'idée européenne a servi à tout : à justifier, encore en ce siècle, l'impérialisme le plus éhonté, voire le plus inhumain, comme les abandons les plus naïfs - ou les plus intéressés - de toute idée de souveraineté nationale au profit d'une généreuse idée de « patrie fédérale » européenne qui semble ignorer simplement les réalités historiques. L'Europe telle qu'elle existe encore aujourd'hui dans ses réalités nationales doit-elle avoir peur d'elle-même ? Le salut pour

le vieux continent n'est-il que dans la négation de sa pluralité nationale séculaire ? C'est-à-dire, quoiqu'on dise, dans une construction idéologique qui est enracinée uniquement dans le rêve des idéologues. Construction qui permet aussi aux hommes politiques de se défaire de leurs responsabilités en présentant l'Europe à la fois comme la cause inévitable de tous nos maux et comme la terre promise. Ou encore n'est-elle que le prétexte à instaurer une société laminée par un ultra-libéralisme auquel elle ne servirait que de paravent ? Au contraire, toute « progression » du lien européen à travers de l'Union n'est-elle qu'un diabolique et supplémentaire abandon de souveraineté, et doit-elle être a priori condamnée ? Qu'en est-il encore aujourd'hui de l'idée de nation et de souveraineté à l'intérieur d'une Europe des Quinze qui se fait actuellement sans les autres pays européens les privant, en quelque sorte, de leur continent ?

Autant de questions cruciales que nous approfondirons à Angers les 11 et 12 octobre prochain et qui permettront de montrer une fois de plus que la Nouvelle Action royaliste refuse de se prêter aux analyses toutes faites et d'accepter que l'on réduise les termes d'un débat majeur de cette fin de siècle. Nous vous y attendons nombreux.

Axel TISSERAND

Bulletin de participation à la session nationale

Nom/Prénoms :

Adresse :

☐ participera à la session des 11 et 12 octobre à Angers et verse 100 F à titre d'acompte.

☐ ne participera pas, mais verse la somme de F pour aider à l'organisation de la session.

♦ Le prix de la session est de 300 F (150 F pour les lycéens, étudiants et chômeurs). Le prix comprend le logement, les repas du samedi midi au dimanche midi, la location des salles et du matériel.
♦ Informations complémentaires et/ou bulletin d'inscription auprès d'Axel Tisserand, 51 Grande Rue, 72200 La Flèche (02.43.94.47.32)

Mercredis de la N.A.R.

Nos célèbres « mercredis » reprendront le 8 octobre sur un sujet en pleine actualité.

Nous vous y attendons nombreux.

Que les habitués prennent aussi bonne note de la nouvelle organisation...

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis, dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage), pour une conférence-débat avec une personnalité (écrivain, chercheur, homme politique...). La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45), elle s'achève vers 22 h. Une participation aux frais est demandée : soit 10 F par réunion, soit 50 F pour une carte annuelle d'abonnement. Après la conférence un repas chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (prix du repas : 30 F).

La première réunion aura lieu le mercredi 8 octobre : La mort de la princesse Diana a suscité d'innombrables commentaires sur la famille royale d'Angleterre et sur les institutions britanniques. Maintenant que l'effervescence médiatique est retombée, il devient possible de mener une réflexion

approfondie sur « La monarchie britannique ». Nous avons demandé à Stéphane BERN, grand reporter au *Figaro* et spécialiste des dynasties européennes de nous présenter les véritables enjeux des évolutions qui s'amorcent.

Points pratiques :

« La carte d'abonnement aux mercredis (50 F pour l'année) donne droit à l'entrée gratuite à toutes les réunions ainsi qu'à l'envoi régulier du programme des conférences.

« Les personnes qui désirent recevoir régulièrement le programme (sans prendre de carte d'abonnement) doivent s'acquitter de la somme de 30 F.

« Les tickets-repas sont vendus au prix de 30 F pièce ou par carnet de cinq au prix de 125 F.

Il est possible de nous commander, dès aujourd'hui, cartes d'abonnement et tickets-repas.

PROMOTION

● Nous avons édité un numéro spécial de 4 pages intitulé « Un projet pour la France » qui présente d'une manière synthétique les options défendues par la N.A.R. et ses propositions. Ce numéro est un outil de promotion pour faire connaître notre journal et nous souhaitons que nos lecteurs l'utilisent abondamment. Tarif franco : 5 ex. : 15 F - 15 ex. : 30 F - 50 ex. : 75 F.

● Nous rappelons aussi l'existence d'autocollants publicitaires très efficaces vendus par planche de 24.

La planche : 7 F franco. A partir de 3 planches : 4 F franco la planche.

ILE-DE-FRANCE

La "Fédé" a repris son travail : après une réunion du bureau le 13 septembre, la première réunion mensuelle a eu lieu le 20 et le programme des activités a été établi. Les personnes qui souhaitent être tenu au courant de celles-ci peuvent s'abonner à *Idéfix*, la lettre d'information mensuelle de la région parisienne (abonnement : 50 F par an).

Notons que cette année aura lieu un nouveau séminaire de formation politique (9 séances réparties d'octobre 1997 à juin 1998) ouvert à tous les adhérents ou militants désireux d'approfondir leurs connaissances de la vie politique.

Vive la reine d'Angleterre !

Nos émotions nous appartiennent et je ne dirai rien de celles que nous avons éprouvées à l'annonce de la mort accidentelle de la princesse Diana. Nous tenons d'autant plus à les retenir, comme on retient ses larmes, et à les garder secrètes que l'émotivité médiatique aurait anéanti tout sentiment si quelques hommes parlant selon leur cœur et selon l'esprit - je pense à Jean d'Ormesson (1) - ne nous avaient rappelés à la douce et vraie pitié.

Mon commentaire sera donc strictement politique, comme il se doit dans un journal royaliste qui entend **raison garder**. La vieille maxime des rois de France doit être prise au pied de la lettre. Face à la montée des pulsions, face à l'exploitation cynique des émotions populaires, il faut sauver la raison - et pour ce qui nous concerne, participer humblement à cette sauvegarde dans notre domaine d'élection. Tâche immense, difficile, et nécessairement étrangère à l'agitation médiatique puisqu'elle implique cette distance et cette froideur que toute une presse, qui prospère sur le terreau de la démagogie, de l'ignorance et de la corruption, reproche à la royauté britannique.

Or c'est cette distance qui permet l'arbitrage, qui rend possible la médiation (2), c'est cette froide raison de l'État qui assure d'ordinaire aux citoyens une existence paisible. Telle est la fonction de la monarchie royale, fonction indispensable, symbolique et concrètement exercée. Cela ne fait pas de l'État, qu'il soit ou non monarchique, un « monstre froid »

qui étoufferait la société. Au contraire, les plaisirs et les joies de la vie sont rendus possibles par la vigilance de quelques gardiens, astreints à une discipline rigoureuse. C'est la manière dont ils assurent la garde qui nous importe, et non pas ce qu'ils font lorsqu'ils rentrent chez eux.

Voici qui ramène à presque rien les commentaires sur les conséquences politiques de la mort de Diana Spencer. Presque rien : un tissu d'âneries prétentieuses (la « nouvelle race »



qu'incarnerait le prince William), de sentimentalisme niais (« l'héritage de tendresse » qu'aurait laissé la princesse morte) et de supputations dérisoires sur l'avenir de la monarchie britannique. A l'encontre de ces bavardages, il convient de souligner ceci :

- La princesse Diana n'appartenait plus à la famille royale depuis son divorce. Elle était redevenue une aristocrate anglaise, qui vivait sa vie et qui s'occupait d'œuvres humanitaires, ce qui est tout à son honneur. Cette aristocrate appartenait plus précisément au monde des Olympiens (le terme est d'Edgar Morin) qui est cons-

titué de personnages semi-divinisés. Mais ces artistes, ces sportifs et autres mannequins ne sont que des idoles médiatiques qui n'assurent aucune des médiations nécessaires. Très lointaines et très familières, elles dispensent un peu de rêve. Il est étrange qu'une certaine gauche célèbre la modernité de ces figures de l'aliénation.

- La mort de Diana Spencer émeut parce qu'elle évoque l'implacable destin. Cette émotion compréhensible n'est pas de même nature que celle qui saisit un peuple lorsqu'il porte en terre un grand serviteur de la nation - je pense au roi Baudouin - qui s'est discrètement sacrifié toute sa vie pour le bien de l'État. L'amour d'un peuple pour son roi et d'un roi pour son peuple ne ressemble jamais à un conte de fées. C'est un amour exigeant, de la part du peuple, et douloureux, pour le roi. Tout le contraire d'un sentiment impulsif, épisodique, spectaculaire : un mariage de raison d'où procède parfois une solide affection.

- La monarchie britannique n'a pas été ébranlée par la mort de Diana mais par l'image d'exemplarité morale que la famille royale a voulu donner aux médias. Ce spectacle, à faible teneur politique, s'est retourné contre la dynastie. La reine d'Angleterre a tiré les conséquences de cette erreur, bien avant que le presse Murdoch ne se serve de la mort de Diana pour déstabiliser la couronne.

- La monarchie britannique continuera d'évoluer, comme elle le fait depuis bientôt mille ans. Non pas sous la pression médiatique, mais selon le droit et avec le consentement démocratiquement exprimé par les Britanniques. Nous en reparlerons. En attendant, vive la reine d'Angleterre !

Bertrand RENOUVIN

(1) Nous citons une partie de son article du *Figaro* en page 5.

(2) Je souscris à l'article publié par Régis Debray dans *Le Monde* du 10 septembre.